

Zeitschrift: Schweizer Hotel-Revue = Revue suisse des hotels
Herausgeber: Schweizer Hotelier-Verein
Band: 24 (1915)
Heft: 8

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 25.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



No. 8
BASEL
20. Februar
1915

No. 8
BASEL
20 Février
1915

Vierundzwanzigster Jahrgang
Erscheint jeden Samstag
Organ und Eigentum des
Schweizer Hotelier-Vereins

Vingt-quatrième Année
Paraît tous les Samedis

Organe et Propriété de la
Société Suisse des Hôteliers

Die Vereinsmitglieder erhalten das Blatt gratis. Les Sociétaires reçoivent l'organe gratuitement.
ALLEINIGE INSERTEN-ANNAHME: RUDOLF MOSSE, Annoncen-Expedition
Zürich, Basel, Harau, Biel, Bern, Chur, Glarus, St. Gallen, Schaffhausen, Solothurn, Bern, Breslau, Dresden, Düsseldorf, Frankfurt a. M., Hamburg, Köln a. Rh., Leipzig, Magdeburg, Mannheim, München, Nürnberg, Prag, Strassburg i. Els., Stuttgart, Wien
sowie durch die Exp. d. Bl.
INSERTIONSPREIS: Pro 7 gespaltene Petitzeile oder deren Raum 25 Cts., für Inseraten ausl. Ursprungs 35 Cts., Reklamen
Fr. 1.— per Petitzeile, für Reklamen ausl. Ursprungs Fr. 1.25. Vereinsmitglieder 50%, Vergünstigung.
ABONNEMENT: SCHWEIZ: Jahrl. Fr. 10.—, halbjährl. Fr. 6.—, vierteljährl. Fr. 3.50, 2 Monate Fr. 2.50, 1 Monat Fr. 1.25. RUSLAND
(inkl. Postzuschlag): Jahrl. Fr. 15.—, halbjährl. Fr. 8.50, vierteljährl. Fr. 4.50, 2 Monate Fr. 3.50, 1 Monat Fr. 1.60.
ABONNEMENTS: SUISSE: 12 mois fr. 10.—, 6 mois fr. 6.—, 3 mois fr. 3.50, 2 mois fr. 2.50, 1 mois fr. 1.25. ÉTRANGER
(fr. de port compris): 12 mois fr. 15.—, 6 mois fr. 8.50, 3 mois fr. 4.50, 2 mois fr. 3.20, 1 mois fr. 1.60.
Postcheck- & Giro-Konto No. V, 85 o. Redaktion und Expedition: St. Jakobstrasse No. 11, Basel. ■ ■ ■ TÉLÉPHONE No. 2406. ■ ■ ■ Rédaction et Administration: St. Jakobstrasse No. 11, Bâle. ■ ■ ■ Compte de chèques postaux No. V, 85 o.

Ersatzwahl für den Aufsichtsrat.
Kreis III.
Infolge Hinschiedes des Herrn A. Bon sen. ist ein Sitz im Aufsichtsrat vakant und hat daher im Kreise III eine Ersatzwahl stattgefunden.
Die Mitglieder dieses Kreises werden hiermit eingeladen, ihre Wahlvorschläge zwecks Veröffentlichung im Vereinsorgan bis zum 10. März nächsthin dem Zentralbureau einzureichen.
Luzern, 11. Februar 1915.

Namens des Vorstandes
Der Präsident:
O. Hauser.

Procès-verbal
des
délibérations du Comité
Séance du 9 Février 1915, 5 heures soir,
à l'Hôtel Schweizerhof à Lucerne.

Sont présents:
Mr O. Hauser, président,
E. Cattani, vice-président,
H. Haefeli, suppléant,
A. Riedweg,
E. Stigeler, secrétaire.

Délibérations:
1^o Le procès-verbal de la dernière séance est approuvé.
2^o Comité. Monsieur Cattani est nommé vice-président en remplacement de Monsieur Bon, décédé. Le Comité actuel sortant de fonctions ce printemps, il est décidé de ne pas procéder à l'élection d'un nouveau membre du Comité, d'autant plus qu'il ne reste que quelques séances à tenir jusqu'à la nomination du nouveau Comité.
Par contre, une élection supplémentaire sera immédiatement organisée pour procéder au remplacement de Monsieur Bon dans le Conseil de surveillance.

3^o Discussion sur la situation et action des secours. Monsieur Hauser, président, fait un rapport circonstancié sur l'exécution des décisions prises au sujet de cette question lors de la dernière séance du Comité. Tout d'abord, après entente avec notre conseiller légal, une audience a été sollicitée auprès du Conseil fédéral (Département de Justice et Police), afin de lui soumettre diverses questions précises concernant les mesures à prendre pour remédier à la crise que traverse l'industrie hôtelière.
Le Département, avant d'accorder l'audience sollicitée, ayant manifesté le désir de recevoir, par lettre, un exposé des motifs qui formeront la base de la requête, il lui fut remis une demande rédigée par le Président en collaboration avec Messieurs Riedweg et Haefeli. Afin que les sociétaires soient tenus au courant de ces démarches, cette demande sera publiée dans l'Hôtel-Revue (voir le numéro 7 du 13 février 1915).
Une délégation du Comité, composée de Messieurs Hauser et Haefeli, a tenu une conférence avec le président de la Direction de la Banque nationale, Monsieur Kundert, dans

le but de prendre connaissance de l'opinion et des conseils de ce dernier pour savoir de quelle façon une action de secours financière peut être organisée en faveur de l'industrie hôtelière.
Le résultat de cette conférence peut être résumée de façon suivante: la Banque nationale laisse entrevoir son concours certain si, sur le terrain régional (par cantons), une action de secours analogue à celle créée dans le canton des Grisons peut être organisée au moyen de la création de sociétés coopératives de crédit. Le Comité considère cette affaire comme de telle importance qu'il a décidé de convoquer très prochainement le Conseil de surveillance en séance extraordinaire, afin de donner aux représentants de toutes les régions l'occasion de faire entendre leur avis et, éventuellement, afin qu'ils prennent en main l'organisation de l'institut à créer.
La séance du Conseil de surveillance est fixée au Samedi, le 27 février, à Olten. Les membres du Conseil de surveillance recevront à temps voulu, avec la convocation d'usage à la séance, des communications plus précises sur le sujet à traiter.
4^o Feuilleton «Vaterland». Sous le titre «Die Musterstücker Hoteliers und der Krieg» notre sociétaire, Monsieur Aloys Huber-Adam, à Göschenen, a publié dernièrement comme feuilleton du «Vaterland» un «récit joyeux», visant à la satire, dans lequel la classe des hôteliers et la crise qu'elle subit du fait de la guerre étaient l'objet de moqueries ironiques. Aussitôt que Monsieur Huber se fut rendu compte que son article avait éveillé, dans les cercles hôteliers, une légitime irritation, il a donné au président de la Société, tant verbalement que par écrit, une déclaration franche et loyale, dans laquelle il exprime ses sincères regrets sur cette publication et certifie que son intention n'a jamais été offensante à l'égard de ses collègues. De son côté, la Rédaction du «Vaterland» a déclaré qu'elle n'avait pas eu la moindre intention d'offenser qui que ce soit. L'article en question a été l'objet d'une critique sévère dans l'organe de la Société. En considération des explications et des excuses présentées par Monsieur A. Huber, le Comité décide de ne pas envisager, pour cette fois, l'application d'autres mesures.
5^o Communications et divers. Le Président fait savoir que, par suite d'une invitation de l'Ecole professionnelle hôtelière de l'Union Helvétique, il a eu l'occasion de prendre connaissance, avec le plus grand intérêt, des divers cours professionnels donnés par cette école.
La séance est levée à 7 heures.
Le Président: O. Hauser,
Le Secrétaire: E. Stigeler.

Zur Lage.
Je länger dieser furchtbare Weltkrieg andauert, und je ernster sich demzufolge die allgemeine wirtschaftliche Konjunktur gestaltet, umso stürmischer klopft auch das Gespenst des geschäftlichen Zusammenbruchs an viele Hotelporten. Bereits haben eine ganze Anzahl bekannter Etablissements Konkurs gemacht und die Reihe derer, die sich nur in Voraussicht einer guten Wintersaison zu halten vermochten, ist schier unabsehbar. Nun ist aber der Winter vorüber, ohne die erhoffte Ernte an Goldvögeln gebracht zu haben und mit

Bangen und Sorgen fragen sich unzählige Hoteliers, was aus ihnen noch werden soll, wenn der Krieg auch noch die Hoffnungen auf die kommende Sommersaison zu Schanden machen sollte?
Leider sind solche trüben Befürchtungen nur zu begründet! Nach nunmehr drei schlechten Geschäftsjahren werden auch die Perspektiven für die Saison 1915 immer trister; weder Engländer noch Deutsche, weder Franzosen noch Russen werden voraussichtlich im nächsten Sommer unsere schmucken Städte, unsere Heilbäder und unsere friedlichen Täler besuchen. Der Kriegsgott zwingt sie alle unter seine ehenen Fesseln, lässt sie im Kugelregen verbluten, im Lazarett dahinsiechen; halb Europa erhält vom Kanonendonner, seufzt, stöhnt und krümmt sich unter den kaum noch zu ertragenden Kriegslasten; unsere schönen Kurorte aber, in denen schon Millionen den inneren Frieden, Gesundheit und neue Lebensfreude fanden, sind der Vereinsamung, der Verdünnung ausgeliefert! Und während dort durch die blinde Macht des Krieges Milliardenwerte auf immer zerstört werden, harren hier andere, nicht minder edle Güter unbeachtet und unbenutzt des noch in weite Ferne gerückten Zeitpunktes, wo nach dem Völkerfrieden auch sie wieder der Vergessenheit entrissen werden, um auf neu der ganzen Kulturwelt zu dienen.
Mit der Hinauszögerung des Friedens, den man spätestens auf den Beginn dieses Frühjahrs erwartete, schrumpfen auch die Aussichten für die kommende Sommersaison in ein Nichts zusammen. Sie wird mager sein, vielleicht noch magerer als die des Vorjahres, und damit sehen sich die Hoteliers sozusagen um die letzte Hoffnung betrogen, der ihnen drohenden Katastrophe aus eigener Kraft die Spitze zu bieten. Die «letzte Hoffnung» erscheint vielleicht manchem unserer Leser als ein etwas starkes Wort! Wenn man sich aber die Folgen eines weitem Missjahres vor Augen hält, so wird man in dem Wortspiel keine Übertreibung finden können; denn dass die Hotelier schon heute der Uberschuldung anheimgefallen und mit jedem weiteren Kriegsmonat der Verarmung mehr und mehr entgegenreibt, ist eine Tatsache, die nicht aus der Welt zu schaffen ist. Ist man sich dieser Verhältnisse aber erst einmal klar, so wird es sich für die Hotelier auch darum handeln müssen, den daraus entstehenden Konsequenzen fest ins Auge zu blicken und dem drohenden Unheil mit allen ihr zu Gebote stehenden Mitteln entgegen zu wirken. Den Dingen aber weiterhin den Lauf lassen, ohne wenigstens an Vorbeugungsmaßnahmen zu denken, hiesse Vogel-Strauss-Politik treiben. Und dazu sind die Zeiten zu ernst!

Dieser Gedankengang hat ohne Zweifel auch dem Vorstand unseres Vereins vorschwebt, als er sich kürzlich mit seiner (hier bereits mitgeteilten) Eingabe an den Bundesrat wandte, damit auf staatlichem Boden gewisse, im Interesse der Hotelindustrie dringend gewordene Schutzmassregeln geschaffen werden. Allerdings hat der Vorstand mit seinem Gesuch um Ausgabe einer klaren Interpretation des Art. 805 Z. G. B. eine Frage aufgerollt, deren Lösung nichts weniger als leicht erscheint. Bekanntlich herrscht über die Auslegung dieses Artikels selbst in Kreisen unserer Juristen insofern ein Widerstreit, als bei Mitverpfändung des Hotelmobiliars bei Errichtung hinterer Hypotheken viele Vertreter der Rechtswissenschaft den Standpunkt einneh-

men, das einmal verpfändete Mobilier gelte auch für die vorderen Hypotheken als Pfandgut, während andere Juristen hinwiederum den Gesetzesparagrafen in dem Sinne auslegen, dass nur diejenigen Hypotheken anspruchsberechtigt seien, in denen das Mobilier ausdrücklich erwähnt, d. h. mitverpfändet wurde. Unser Vorstand steht, wie er in seiner Eingabe ausführte, auf dem zweiten Standpunkte, der, wenn man ihn unter dem Gesichtswinkel moderner kaufmännischer Prinzipien betrachtet, auch allein der richtige sein kann. Setzen wir z. B. den Fall, ein Hotelier errichte, um einem vorübergehenden Geldbedürfnis abzuhelfen, eine dritte Hypothek auf sein Etablissement, das vielleicht schon stark überlastet ist, sodass die Bank eine Verstärkung der Sicherheit verlangt, sei es durch Stellung von zwei Bürgen oder Mitverpfändung des Hotelmobiliars. Löst nun der Hotelier diese Hypothek nach, sagen wir zwei Jahre ab, so werden damit die Bürgen ihrer Bürgschaftsverpflichtung los und ledig, denn es wird keinem Vermünftigen einfallen, sie für die früheren Hypotheken des Schuldners zu behaften. Hat aber der Hotelier zum Mittel der Mobilierverpfändung gegriffen, so sollte nun dieses Mobilier auch für frühere Schulden haften, für die ohnehin in der Liegenschaft schon ausreichende Sicherheit vorhanden? Das wäre sicherlich unlogisch und der Vorstand ist im vollen Recht, wenn er diese Interpretation als widersinnig (Nonsens) bezeichnet. Indessen, auch in unserer Rechtsprechung ist noch nicht alles und jedes so sonnenklar, wie man es wünscht und deshalb kann man nur hoffen, die Eingabe unseres Vereins führe zu einer präzisen Auslegung des genannten Paragraphen. Diese ist ein umso dringenderes Bedürfnis, als die in Sachen bestehende Rechtsunsicherheit nicht nur im gegenwärtigen Moment der wirtschaftlichen Notlage schwer auf der Hotellerie lastet und ihr die Anpassung an die bestehenden schwierigen Verhältnisse wesentlich erschwert, sondern weil sie auch die Gefahr in sich birgt, auf die spätere Entwicklung des Hotelwesens einen unheilvollen Einfluss auszuüben.

Von grosser Wichtigkeit für die Zukunft der schweizerischen Hotelindustrie ist unstrittig auch die Frage des Warrant hôtelière, die der Vorstand in seiner Eingabe ebenfalls angeschnitten hat. Unsere Vereinsleitung verweist dabei auf ein analoges Gesetz in Frankreich, das dem Hotelier die Möglichkeit bietet, sein Mobilier zu verpfänden, ohne es der Obhut des Schuldners zu entziehen und ohne dabei das Grundstück irgendwie zu belasten. Nun liegen allerdings in unserem westlichen Nachbarlande die bezüglichen Verhältnisse ganz anders denn bei uns. Dort sind zumeist die Hoteliers nicht Besitzer der Immeubles, sondern lediglich deren Pächter. Das mag mit ein Grund gewesen sein, weshalb dort die Schaffung eines Hotel-Warrants viel rascher zum Bedürfnis wurde als in der Schweiz, wo der Hotelier meist auch Besitzer des von ihm betriebenen Geschäftes ist. Da ausserdem das neue schweizerische Zivilgesetz die Mitverpfändung des Hotelmobiliars allgemein zulässt, so sollte man ferner meinen, ein Warrant sei für unsere Verhältnisse sozusagen überflüssig. Diese Meinung trifft jedoch nicht zu! Unter dem früheren Recht war in vielen Kantonen die Verpfändung des Mobiliars mit dem Hotelgrundstück nicht zulässig; es konnte also lediglich die Immobilien hypothekarisch belastet werden. Letzteres ist wohl in

Zur Lage.
Je länger dieser furchtbare Weltkrieg andauert, und je ernster sich demzufolge die allgemeine wirtschaftliche Konjunktur gestaltet, umso stürmischer klopft auch das Gespenst des geschäftlichen Zusammenbruchs an viele Hotelporten. Bereits haben eine ganze Anzahl bekannter Etablissements Konkurs gemacht und die Reihe derer, die sich nur in Voraussicht einer guten Wintersaison zu halten vermochten, ist schier unabsehbar. Nun ist aber der Winter vorüber, ohne die erhoffte Ernte an Goldvögeln gebracht zu haben und mit

men, das einmal verpfändete Mobilier gelte auch für die vorderen Hypotheken als Pfandgut, während andere Juristen hinwiederum den Gesetzesparagrafen in dem Sinne auslegen, dass nur diejenigen Hypotheken anspruchsberechtigt seien, in denen das Mobilier ausdrücklich erwähnt, d. h. mitverpfändet wurde. Unser Vorstand steht, wie er in seiner Eingabe ausführte, auf dem zweiten Standpunkte, der, wenn man ihn unter dem Gesichtswinkel moderner kaufmännischer Prinzipien betrachtet, auch allein der richtige sein kann. Setzen wir z. B. den Fall, ein Hotelier errichte, um einem vorübergehenden Geldbedürfnis abzuhelfen, eine dritte Hypothek auf sein Etablissement, das vielleicht schon stark überlastet ist, sodass die Bank eine Verstärkung der Sicherheit verlangt, sei es durch Stellung von zwei Bürgen oder Mitverpfändung des Hotelmobiliars. Löst nun der Hotelier diese Hypothek nach, sagen wir zwei Jahre ab, so werden damit die Bürgen ihrer Bürgschaftsverpflichtung los und ledig, denn es wird keinem Vermünftigen einfallen, sie für die früheren Hypotheken des Schuldners zu behaften. Hat aber der Hotelier zum Mittel der Mobilierverpfändung gegriffen, so sollte nun dieses Mobilier auch für frühere Schulden haften, für die ohnehin in der Liegenschaft schon ausreichende Sicherheit vorhanden? Das wäre sicherlich unlogisch und der Vorstand ist im vollen Recht, wenn er diese Interpretation als widersinnig (Nonsens) bezeichnet. Indessen, auch in unserer Rechtsprechung ist noch nicht alles und jedes so sonnenklar, wie man es wünscht und deshalb kann man nur hoffen, die Eingabe unseres Vereins führe zu einer präzisen Auslegung des genannten Paragraphen. Diese ist ein umso dringenderes Bedürfnis, als die in Sachen bestehende Rechtsunsicherheit nicht nur im gegenwärtigen Moment der wirtschaftlichen Notlage schwer auf der Hotellerie lastet und ihr die Anpassung an die bestehenden schwierigen Verhältnisse wesentlich erschwert, sondern weil sie auch die Gefahr in sich birgt, auf die spätere Entwicklung des Hotelwesens einen unheilvollen Einfluss auszuüben.

Von grosser Wichtigkeit für die Zukunft der schweizerischen Hotelindustrie ist unstrittig auch die Frage des Warrant hôtelière, die der Vorstand in seiner Eingabe ebenfalls angeschnitten hat. Unsere Vereinsleitung verweist dabei auf ein analoges Gesetz in Frankreich, das dem Hotelier die Möglichkeit bietet, sein Mobilier zu verpfänden, ohne es der Obhut des Schuldners zu entziehen und ohne dabei das Grundstück irgendwie zu belasten. Nun liegen allerdings in unserem westlichen Nachbarlande die bezüglichen Verhältnisse ganz anders denn bei uns. Dort sind zumeist die Hoteliers nicht Besitzer der Immeubles, sondern lediglich deren Pächter. Das mag mit ein Grund gewesen sein, weshalb dort die Schaffung eines Hotel-Warrants viel rascher zum Bedürfnis wurde als in der Schweiz, wo der Hotelier meist auch Besitzer des von ihm betriebenen Geschäftes ist. Da ausserdem das neue schweizerische Zivilgesetz die Mitverpfändung des Hotelmobiliars allgemein zulässt, so sollte man ferner meinen, ein Warrant sei für unsere Verhältnisse sozusagen überflüssig. Diese Meinung trifft jedoch nicht zu! Unter dem früheren Recht war in vielen Kantonen die Verpfändung des Mobiliars mit dem Hotelgrundstück nicht zulässig; es konnte also lediglich die Immobilien hypothekarisch belastet werden. Letzteres ist wohl in

der übergrossen Mehrzahl von Hotels geschehen und dies ist zugleich die Ursache, weshalb heute viele Hoteliers ihr Mobilium nicht verpfänden können, da eine *g e t r e n n t e V e r p f ä n d u n g* der Liegenschaft und des Mobiliums auch unter der Herrschaft des neuen Rechts nicht vorgesehen ist. Das neue Zivilgesetz bedeutet demnach unter diesem Gesichtspunkte für viele, namentlich ältere Hotels (Schuldner alter Hypotheken) keinen wesentlichen Fortschritt, und es liegt daher nahe, diesem Mangel durch Einführung des Hotelwarrants abzuhelfen. Der Realisierung des Projektes können jedenfalls triftige Bedenken nicht entgegengehalten werden; denn fremde Interessen werden dadurch nicht berührt, wohl aber würde ein solches Gesetz manchem Hotelier sichere Gewähr dafür bieten, sein im Mobilium angelegtes Vermögen zu fruktifizieren und implizite die heutige Krise ohne geschäftliche Einbußen zu bestehen.

Wenn der Vorstand in seiner Eingabe weiterhin auf die mutmasslichen Folgen der schon heute als verfehlt zu bezeichnenden Sommerseason 1915 hinweist und daraus ein Anrecht der Hotelier auf Gewährung von staatlichen Schutzmassregeln ableitet, so kann die Vereinfachung auch hierin der Zustimmung des ganzen Hotelierstandes versichert werden. Die letzte Hoffnung vieler Hoteliers beruhte in der Tat auf einer guten geschäftlichen Konjunktur im kommenden Sommer; verlaufen nun auch diese Aussichten, woran niemand mehr zweifelt, im Sande, so wird ein allgemeines *Debütle* in der Hotelierie unvermeidlich, es sei denn, der Staat erkläre sich zu einer umfassenden Hilfsaktion bereit. Dass dabei an Unterstützungen in klingender Form nicht gedacht wird, sondern nur gesetzliche Verfügungen betr. Verhütung von Kapitalkündigungen, Hinausschiebung der Zahltermine für Pacht- und Hypothekenzinsen, eventuell Ermässigung derselben ins Auge gefasst werden, wird man der Eingabe massgebenden Orts sicherlich zugehalten. Die Hoteliers beanspruchen keine Almosen, wohl aber dürfen sie mit Fug und Recht erwarten, dass ihrer ausserordentlichen Lage, die mit jeder Woche Kriegsverlängerung immer verhängnisvoller wird, seitens der Behörden wie des Volkes Rechnung getragen wird.

Die Hotelindustrie war bis anhin für die Schweiz ein reicher Born des Nationalwohlstandes, sie wird auch inskünftig, wenn der Völkerfriede wieder in Europa eingezogen, eines der wirksamsten und kräftigsten Elemente der geschäftlichen Renaissance von Handel und Wandel in unserem Lande sein. Mit der Blüte oder dem Niedergang des Hotelwesens steht das Wohl hunderttausender von Volksgenossen in ursächlichem Zusammenhang; der Hotelierie gebührt daher heute, angesichts der drohenden Krise, im Interesse der Allgemeinheit der umfassendste Schutz des Staates, damit sie nach Ablauf der jetzigen verhängnisvollen Epoche ihren Kurs auf dem Wege materieller Entwicklung wieder aufnehmen kann.

Wir zweifeln denn auch keinen Augenblick, dass die Eingabe unseres Vorstandes vom Bundesrat anders denn mit Wohlwollen geprüft werden könne und hoffen, unsere oberste Behörde werde den darin geäusserten Wünschen im Rahmen des Möglichen gerecht werden.

Kriegssteuer.

Der Bundesrat hat nach einer offiziellen Mitteilung des schweizerischen Finanzdepartements in seiner Extrasisung vom 6. Februar den ihm vom Finanzdepartement vorgelegten Entwurf zu der Kriegssteuer vorlage beraten und beschlossen, den eidgenössischen Räten die Aufnahme eines Artikels 42bis in die Bundesverfassung mit folgendem Wortlaut zu beantragen:

Die Bundesversammlung der schweizerischen Eidgenossenschaft nach Einsichtnahme einer Botschaft des Bundesrates und in Anwendung von Art. 84, 85, Ziff. 14, 118 und 121 der Bundesverfassung, beschliesst:

A. In die Bundesverfassung wird folgender Art. 42 bis aufgenommen:

Art. 42 bis: Der Bund ist befugt, zur teilweisen Deckung der Kosten des Truppenaufgebotes während des europäischen Krieges eine einmalige direkte Kriegssteuer auf Vermögen und Erwerb der natürlichen und juristischen Personen zu erheben.

Die natürlichen Personen haben für ein Vermögen von nicht mehr als 10,000 Fr. und für einen Erwerb von nicht mehr als 2500 Fr. keine Steuer zu entrichten. Für Witwen und Waisen kann das steuerfreie Vermögen erhöht werden.

Der Steuersatz ist bei den natürlichen Personen progressiv und beträgt 1—15 vom Tausend des Reinvermögens und ½ bis 8 vom Hundert des Reinertrages.

Bei den Aktiengesellschaften und Kommanditgesellschaften richtet sich der Steuersatz nach der Dividende und beträgt 2 bis 10 vom Tausend des einbezahlten Aktienkapitals, des Reservefonds und anderer Rückstellungen und ½ bis 2½ vom Tausend des nicht einbezahlten Aktienkapitals. Bei Genossenschaften beträgt der Steuersatz 8 vom Hundert des Reinertrages.

Der Bezug der Kriegssteuer erfolgt in mindestens zwei Raten. Er liegt den Kantonen ob.

Diese haben vier Fünftel der eingehenden Steuerbeträge dem Bund abzuliefern.

Die Bundesversammlung wird die weiteren Vorschriften endgültig aufstellen.

Dieser Verfassungsartikel tritt ausser Kraft, nachdem die Kriegssteuer erhoben sein wird.

B. Dieser Beschluss ist der Abstimmung des Volkes und der Stände zu unterbreiten.

C. Der Bundesrat ist mit der Vollziehung betraut.

Mit dieser Schlussnahme ist der Bundesrat insofern von dem Antrag des Finanzdepartements abgewichen, als dort ein Bundesverfassungsbeschluss über das Recht des Bundes zur Erhebung einer direkten einmaligen Kriegssteuer vorgesehen war mit obligatorischer Genehmigung durch Volk und Stände und ein darauffolgender endgültiger Entscheid der Bundesversammlung über die Kriegssteuer als Ausführung des Verfassungsbeschlusses. Dagegen schlägt nun der Bundesrat einen eigenen neuen Verfassungsartikel 42 bis mit transitorischem Charakter vor, der bereits die Grundlinien der Kriegssteuer enthält, die endgültige Kompetenz der Bundesversammlung bleibt unverändert.

Neu ist in diesen Beschlüssen gegenüber den Anträgen der Finanzdirektoren-Konferenz, die Steuerpflicht des nicht einbezahlten Aktienkapitals und die Reduktion des Steuerzinses für Genossenschaften von 10 auf 8% des Reinertrages. Ferner ist zu beachten, dass die Ausführungs-Vorschriften von der Bundesversammlung auf dem Wege des Bundesbeschlusses endgültig erlassen werden sollen.

Die Finanzkrisis in der Hotelierie.

□Korr.)

Mein Artikel in No. 2 dieses Blattes: «Eine Existenzfrage der Hotelierie» hat zu meiner Befriedigung verschiedene Stimmen auf den Plan gerufen. Das Nächstliegende ist eben, dass eine ganze Berufsgenossenschaft in ihren vollen Tiefen aufgerüttelt werde, sobald es sich um Lebensfragen in der Gilde handelt. Ob nun der eine oder andere schon beim ersten Griff das Richtige angepackt habe, ist irrelevant. Hauptsache ist, dass Beleuchtung und allseitige Diskussion recht erschöpfend walten kann, je mehr umso besser, denn ein brauchbarer Niederschlag wird sich dann in der Divergenz der Meinungen umso eher festhalten lassen. Steht nur einmal die Grundidee fest, so lässt sich über deren Ausbau umso leichter beraten, als ja eben manche dieser Meinungen einen wertvollen Beitrag zum Ganzen enthält. Für und wider jede Frage lässt sich gar manches einwenden; es ist sogar gut, dass das zu rechter Zeit geschehe. Nur allseitige und eingehende Diskussion — mündlich oder schriftlich — macht einen Gegenstand spruchreif.

Das muss ich zur Einleitung heute bemerken, nicht dass etwa mancher unserer Freunde und Leser glaube, mit meinem Artikel in Nr. 2 d. Bl. sehe ich schon die Hotelierbank mit dem eidgenössischen Fächchen darauf, blitzblank und fix und fertig dastehen! Das Grundprinzip für meine Anregung ist das gegenseitige Vertrauen einerseits, dann aber andererseits die allseitige Beteiligung, jeder in seinen Kräften.

Wenn ich von zinslosen Einzahlungen an die Genossenschaft spreche, so ist das *cum grano salis* zu verstehen. Die Genossenschaftler unter sich können da eine Vereinbarung treffen, wie es ihnen am besten passt. Die Geschäftsaluta des Einzahlungsdatums wird ja hier in kaufmännischer Ordnung erfolgen, damit keiner zu kurz komme. Jeder Modus über Zinsenvergütung ist damit schon gegeben; ich meine aber, schon Zinsen zu verteilen, bevor das Unternehmen recht marschiert, hätte keinen Sinn und nur fiktiven Wert. So denke ich über die zinslosen Einzahlungen. Im übrigen bilden die Zinsguthaben der Genossenschaftler auch ein bedeutendes Mittel für die Aufrechterhaltung des gesamten genossenschaftlichen Kapitals, das besser beieinander bleibt, bis es seine grosszügigen Operationen durchführen kann.

Wenn ich sage, dass bei einer Million der Bankverkehr einsetzen könnte, so entgeht mir gleichwohl nicht, dass die bereitstehenden Mittel viel grösser sein müssen, um wirksam einzugreifen, aber eben der Verkehr der Genossenschaftler wird solche auch schaffen.

Herr A. H.-B. irrt, wenn er annimmt, dass ich bezüglich der Hypothekarzinsen *pro domo* schreibe. Ich sprach es lediglich akademisch aus, wenn ich von Maximal-Zinssuss rede und halte unsere Behörden zu dessen Erlass in solchen Zeiten für ebenso kompetent wie zur Festsetzung der Brotpreise!... Auch das Verbot der Kapitalkündigungen ist in solchen Zeiten eine Notwendigkeit geworden. Der Vorschlag des Herrn A. H.-B., den nicht bezahlten Hypothekarzins zur Hypothekarschuld zu schreiben, finde ich nicht nur diskutierbar, sondern geradezu für ein Bedürfnis, um den vielfach verworrenen Schuldverhältnissen über die Schwierigkeiten der Zeit hinwegzuhelfen. In solchen Zeiten hilft man sich eben, wie man kann und darf dergestalt **nichts für unmöglich halten**, das etwelche Erleichterung für den Schuldner verspricht. Der Gläubiger verliert durch weniger, wenn er eine ungemüchliche höhere Forderung als vordem hat, gegenüber

der drohenden Zahlungseinstellung des Schuldners mit nachfolgendem Konkurs und eventueller Realisation der Vermögensteile und Liegenschaften!

Dass bei dieser geschäftsstillen Zeit Geldabundanz vorhanden ist, ist schon längst erwiesen, aber das Bargeld liegt in den grossen Banken vergraben, die es nicht in Verkehr bringen. Wenn aber der Bund selbst hingehet, und bei seinem guten Kredit 5% für Anleihen bezahlt, so macht er jedem Geldbedürftigen im ganzen Lande böses Spiel!... Solche Erwägungen dürfen jetzt nicht erwähnt bleiben, wo so mancher unter diesen drückenden Verhältnissen leidet. Wenn nicht unverständigerweise das freiwillige hohe Zinsangebot gewisser Geldsuchender wäre, so müssten die Geldgeber zu bedeutend niedrigeren Sätzen ihr Geld ausleihen. Wenn sie Zinsen haben wollen, können sie es nicht thesaurieren. Aus früheren Jahrhunderten ist bekannt, dass Geldgeber zu 2 und 3% Zins ihre Kapitalien ausleihen und solche zu diesen Sätzen **wennend** dem Schuldner anboten. Wo sind wir heute hingekommen, dass das Geld und sein Ansehen, das doch an sich ein toter Körper ist, höher steht als die aktive, alles belebende Tatkraft, Energie und Unternehmungslust?...

Wir haben zudem in unserer Gesetzgebung einen Wucherparagrafen, und mit Recht. Wucher ist jeder Zins, der mehr als 5% beträgt. Wie kommt es denn, dass Leute ungeschickt und ungestraft öffentlich in den Zeitungen Geld offerieren dürfen über 5, ja sogar über 6%? Wo bleibt denn die Bestrafung des Wuchers, wenn es bei uns trotz des Gesetzes Gerichte gibt, die eben diesen Wucher noch schützen, statt strafen, indem sie sagen, es sei nicht Wucher, sondern eine Risikoprämie?... Doch ich bin von meinem Thema rein abgekommen. Es liegt aber nahe, das zu streifen, was man von seinem Standorte aus mit der Hand erlangen kann!

Dass sich die Hotelierbank mit nur einer Million Kapital nicht ins Hypothekengeschäft hineinlegen kann, liegt auf der Hand. Dass es überhaupt im Anfang schon seine Schwierigkeiten haben wird, ist ebenso einleuchtend wie bei jeder andern neuen Unternehmung. Die Hauptsache ist und bleibt aber das gegenseitige Vertrauen und die allseitige Beteiligung der Genossenschaftler. Nicht lau und nur mit halbem Herzen dabei zu sein, ist eine notwendige Forderung. Man darf sich keinerlei Illusionen hingeben; gute Saisons werden wie bisher mit schlechten abwechseln. Die guten werden an Anteilen zur Aufrechterhaltung des Stammkapitals etwas übrig haben, damit die Bank in den schlechten umso besser ihre Aufgabe erfüllen kann. Ihre Tätigkeit muss nach mehr als einer Richtung eine ersprießliche werden und nicht zuletzt denke ich in der Hochsaison an den gewinnbringenden Change, den Wechsel mit fremden Geldorten, der beiden Teilen zum Nutzen wird. Wenn auch heute noch die Hotelierbank in weiter Sicht ist, und das Nächstliegende, d. h. die Kreditnot unseres Standes energisch bekämpft werden muss, so dürfen doch all die wichtigen Vorarbeiten nicht übersehen werden, die heute schon in Angriff genommen werden können.

Herr M. weist uns in seiner Abhandlung in Nr. 3 d. Bl. den richtigen Weg dazu. Er führt ohnehin über die Kreditgenossenschaft, als deren tüchtiges Beispiel in der Tat die bündnerische Kredit-Genossenschaft gelten kann. Auf dem gleichen Wege sich zu bewegen, muss unsere Lösung sein, und was die Bündner vermocht haben, warum sollte das uns andern unmöglich sein? Das «Eingesandt» in Nr. 5 d. Bl. befasst sich denn mit Recht auch mit dieser Frage. So dürfte bei mündlicher Konversation in einer *ad hoc* einberufenen Versammlung der Gegenstand sich leicht abklären lassen, denn an Dringlichkeit lässt er wirklich nichts zu wünschen übrig.

Unter Mitwirkung von Kantonen und Banken dürfte die Unternehmung auf keine grossen Schwierigkeiten stossen, und wenn auch nicht alles unter einen Hut zu bringen ist, so könnten die einzelnen Landestellen umso ruhiger sein, um sich eine solche Institution zu sichern. Man kann sich die Sache so denken, dass einzelne Gegenden über die Kantongrenzen hinaus sich zusammenfinden, da wo der Aktionsradius eines einzigen Kantons etwa zu klein wäre. So liesse sich denken, dass 1. der ganze Kanton Bern für sich, mit Sitz der Kreditgenossenschaft in Bern, 2. die Nordwestschweiz (Solothurn, Aargau, Basel-Stadt und -Land) mit Sitz in Basel, 3. die Ostschweiz (Zürich, St. Gallen, Thurgau, Schaffhausen, Appenzell) mit Sitz in Zürich, 4. die Zentral- und Westschweiz (Luzern, Zug, Uri, Schwyz, Ob- und Nidwalden, Glarus) mit Sitz in Luzern, 5. die Westschweiz (Waadt, Freiburg, Neuchâtel, Valais, Genf) mit Sitz in Genf, 6. die Süd- und Ostschweiz (Tessin) mit Sitz in Lugano, je ihre eigene Kreditgenossenschaft bildeten. An Banken auf den angegebenen Plätzen würde es keinesfalls fehlen, welche nach dem bündnerischen Muster unter Mithilfe der Kantone die Finanzierung übernehmen würden. Die volkswirtschaftliche Frage des Fremdenverkehrs, die in unserer Nationalökonomie mit zu den wichtigsten zählt, würde die Wichtigkeit solcher Vorkehrungen in der Öffentlichkeit genügend rechtfertigen und es liesse sich denken, dass die weitesten Kreise unserer Bevölkerung, soweit sie am Fremdenverkehr beteiligt sind, sich gerne zur Zeichnung als Genossenschaftler bereit finden liessen, im Rahmen jener Bedingungen der Bündner Kreditgenossenschaft. An liquiden Mitteln könnte es diesfalls daher nicht fehlen und die dringendsten Sor-

gen unserer Gilde müssten gehoben sein. Es wird dann immer noch genug daran sein, die beiden heurigen Saisons (Winter u. Sommer) leer vor sich zu sehen.

Das wäre der eine und dringlichere Teil. Wenn sich der Schreibende nicht enthalten kann, darüber hinaus doch nie die Hotelierbank aus dem Auge zu verlieren, so tut er das aus folgenden Gründen:

1. Die Einrichtung einer solchen Bank in bezug auf Ausdehnung und Wirksamkeit könnte genau und adäquat auf die Bedürfnisse des Hotelierstandes eingestellt werden. Es wird da nicht vorkommen, dass ein finanzgeplagter Proprietäre oder Direktor sich mit so wichtigen Gründen abweisen lassen muss, die Bank befasse sich nicht mit dieser- oder jenerlei Geschäften, wie das heutzutage stets geschieht.

2. Das Ständebewusstsein wird gehoben, es findet Gelegenheit sich an einer ebenso nützlichen als wohlthätigen Einrichtung zu kristallisieren.

3. Die Hotelierbank ist geeignet, am ehesten als Ventil gegen eine zu starke Ueberproduktion an neuen Unternehmungen im Hotel-fache zu dienen.

In einer gewissen Zeit wird sich die erstarkte Hotelierbank ganz nach dem Muster des M-Korrespondenten in Nr. 3 d. Bl. (die sich aus den Genossenschaftlern der Kreditgenossenschaft gebildet haben wird) nämlich auch mit Hypothekengeschäften befassen. Sie wird demzufolge einen mächtigen Einfluss auf die Gestaltung des baulichen Wesens in der Hotelierie besitzen, und wie der M-Korrespondent ganz richtig bemerkt, würde kein anderes Geldinstitut ein Hotelobjekt protegieren, dessen Finanzierung die Hotelierbank refusiert hätte. Daraus geht aber auch eine gewisse Stabilität im Hotelwesen hervor, die unbedingt nötig ist, bei den stets drohenden Velleitungen einer verpfuschten Saison die mittlere Linie zu garantieren.

Den Schlussfolgerungen des Einsenders in Nr. 5 vermag der Schreibende, bei aller Billigung seiner Vordersätze, nicht beizustimmen. Geschäft ist Geschäft und als «unfair» möchte ich es keinesfalls bezeichnen, wenn die Hoteliers den Banken durch Errichtung eines eigenen Geldinstitutes den Rücken kehren.

Vergessen wir nicht, dass die Banken heute nicht «wegen unserer blauen Augen» ihre Geschäfte mit den Hoteliers machen. Würde nur das geringste fehlen an der Sicherheit einer Transaktion, so müsste im Interesse der Bank weitere Sicherheit verlangt werden, ansonst die Proposition des Geldnehmers «nicht Konvenienz bieten» könnte, denn: **Geschäft ist auch hier Geschäft!**

Die Schweizer Hotelindustrie.

(...e...-Korrespondenz.)

Nachdruck verboten.

(Fortsetzung.)

Anders gestaltete sich, wie wir gesehen haben, das Gasthauswesen in den Badoorten. Hier, wo alljährlich eine grosse Schar Fremder längere Zeit am Orte weilt, musste für Unterkunft gesorgt werden und waren auch nicht alle Gasthäuser in ihrer Einrichtung gleich, so gingen sie doch weit über den Rahmen eines Privatgasthauses hinaus. Nicht immer gleichen sich alle Beschreibungen von den Gasthäusern in, den Badoorten. Baden war am besten eingerichtet. Michel de Montaigne berichtet 1580 von den Gasthäusern: «Die Häuser sind gar prächtig. Da, wo wir wohnten, fanden sich eines Tages an die 300 Menschen zum Essen ein. Die Badegesellschaft war bei unserer Anwesenheit noch so stark, dass die Gäste wohl 170 Betten brauchten. Es sind 17 Stuben und 11 Küchen da und in einem anderen nahen Gasthause 50 möblierte Zimmer. Die Mauern der Häuser sind ganz mit den Wappenschildern der Edeltelei bekleidet, welche hier wohnten.» Der Basler Professor Pantaleon berichtet 1578 von den Gasthäusern in Baden: «Der «Stadthof» ist ein grosses schönes Gasthaus mit vielen schönen Zimmern, Sälen und Gemächern. Dasselbst sind zwei grosse Küchen vorhanden. Die eine gehört dem Besitzer des Gasthauses, aus welcher er die Gäste mit guten Mahlen speiset. Die andere hat einen besonderen Koch für alle diejenigen, welche selbst einkaufen und ihre Speisen nach ihren Wünschen kochen lassen; denn das ist jedem freigestellt.

Der «Hinterhof», ebenfalls an der Limmat gelegen, hat einen grossen Hof, viele Zimmer, Säle und Gemächer, wo Damen und Herren vom Adel, Bürger, Geistliche und Weltliche absteigen. Auch dieses Gasthaus hat, wie der Stadthof, zwei Küchen, eine für die Pensionäre und eine für diejenigen, welche selbst kochen lassen. Herr Caspar Falck, der Besitzer dieses Gasthauses, ist ein fröhlicher Mann, der den «Hinterhof» vor zwei Jahren eröffnet und gänzlich renoviert hat, was seit Menschengedächtnis nicht geschehen war.

Der «Rappen» ist ein schönes Gasthaus, an dem «Stadthof» gelegen. In diesem sind viele schöne Gemächer also dass der Adel und besseres Publikum darin gern einkehren.»

Ähnlich beschreibt Pantaleon die Gasthäuser zur «Blume», zum «Ochsen» und zum «Bären». Die «Sonne» ist ein Gasthaus, in welchem gemischtes Publikum absteigt. Sie bekommen aber für ihr Geld eine gute Verpflegung. Im «Hirtzen, Sternen, Engel und

Löwen» kehren viele Leute vom Lande ein, doch wird niemand zugelassen, für sich selber zu kochen. Der «Schlüssel» hat keine Bäder, gehört zur Stadt und ist einem sonderbaren Pächter um einen Zins verpachtet. In diesem Gasthaus kehren diejenigen Fremden zu Ross und Fuss ein, die noch unbekannt sind und in den Badegasthäusern keine Zimmer bestellt haben. Vor hundert Jahren war der «Schlüssel» ein vornehmes Gasthaus gewesen, denn die Inhaber des «Vorderen- und Hinterhofs» waren Junker und kochten nicht für ihre Gäste. Sie vermieteten nur Zimmer und Bäder wöchentlich und monatlich um einen bestimmten Zins. Der Adel und andere vornehme Herren, die im «Vorderen- und Hinterhof» wohnten, speisten deshalb im «Schlüssel»; denn er besitzt einen schönen Sommeraal, so dass zwölf grosse Tische darin stehen können. Seitdem aber in allen Gasthäusern gekocht wird, hat der «Schlüssel» sehr abgenommen und muss sich nur auf diejenigen Personen beschränken, die gerade ankommen und auf die Bauern, die einige Stunden das Baderlein zusehen und ihren Abendschoppen dort trinken.

Das Bad Pfäfers besass diese Annehmlichkeiten nicht. Stumpf schildert es 1548 als feinstes Loch, das keine Freude und Kurzweil verschafft. Die Sonne scheint im Sommer nur mittags etwa eine Stunde himab und in den engen Zimmern muss man am Tage das Licht anzünden. Vor dem fliessenden Gletscherwasser stehen 3 bis 4 Häuselein, darin gekocht wird und kleine Zimmer haben. Im Bade sitzen über 100 Menschen in der Dunkelheit eng und nahe zusammen, wie die Seelen in «St. Patricz Fegewr», und 1665 fügte ein Unterösterreichischer namens Schmutz hinzu, in «dass Lutheri Höll». Günther von Andernach beklagt sich 1562 ebenfalls über die Gasthäuser. «Es ist nichts, das dem Bade mehr Schaden zufügt, als die Ungelegenheit des Gasthauses, seine Enge und Wüste, in welchem oftmals ein böser Gestank überall entgegenkommt, der nicht zu sagen ist, so dass man ohnmächtig werden kann.» Der Dampf verdunkelte die Zimmer, und wenn die Sonne hell am Himmel stand, war es erst recht dunkel, weil dann die Dämpfe nicht abzogen. Dazu kam das Brausen der Tamina und das Geräusch des Badewassers, das mit grosser Gewalt in den Fluss fiel und manchen Gästen schlaflose Nächte, Fieber und andere Zufälle brachte. Die Häuser und Badehütte verfallten mit der Zeit durch den Dampf. Im Winter 1626 wurde das obere Gasthaus durch einen herabfallenden Stein zerstört, und im Jahre 1629 brannte im Winter, als man zur Pestzeit badete, durch Unvorsichtigkeit dreier Mädchen das untere Gasthaus ab. Als am 10. Jan. 1631 auch das alte Badehaus durch einen herabfallenden Stein ganz zerschmettert wurde, musste das Baden im Tobel «nunmehr aufgegeben» werden. In den Jahren 1704—1716 erstand für die Gäste das klosterrartige Gasthaus, welches anfänglich vier Etagen hatte und für 200 Personen Unterkunft gewährte. Fäsi sagt 1766 davon, «dass auch Uebelthäter, denen das Leben abgekürzt ist, Gnade verdienen, wenn sie gezwungen wären, sich allhier ein Vierteljahr aufzuhalten». Der deutsche Arzt Hufeland fand überall Mangel an Eleganz und viel Unreinlichkeit. Die Preise waren nicht billig, doch konnte sich der Gast mit der Ersparnis an Equipagen, Gesellschaften, Ballkostümen und den hier fehlenden Verlusten im Hazardspiele trösten. In sämtlichen sechs Bädern waren die Fenster fest vernagelt und in dieser Verwunderung schrieb er in sein Tagebuch:

«Wie in so ekelhaft schmutzigen Hallen Thronet Pfäfers Nympe, die Fürstin aus allen? Sie, die mit Wunderkraft — Stets neues Leben schafft! — Still Freund' man findet ja überall Spuren Von grosser Heilwirkung der Ekelkuren.»

Benzenberg erwähnt in seinen Reisebriefen aus der Schweiz 1810, dass seit 1716 keine bauliche Veränderung getroffen wurde und dass das Mobiliar dasselbe sei. Erst am 31. Mai 1840 kam der «Hof Ragaz» und dem alten Wasser, das ein Jahrtausend nur als Heilbad gedient, stand nichts mehr im Wege, sich zu einem Luxusbad zu entwickeln.

Auch St. Moritz hatte seinen Sauerbrunnen, der besonders in Italien in grossem Ruf stand. Der italienische Arzt Malcardia dichtete 1650 Sonette auf die Quelle, deren zweite in deutscher Uebersetzung lautet:

«Wie Blumen, wenn sie trinken, frisch erstehen. So muss durch diese Quelle neues Lebens Auch jedes schwache Alter wieder blühen. Wie wunderbar! Das Eisen, sonst so tödlich. Das leichte Gas, sonst von so kurzer Dauer. Hier helfen beide, das der Mensch nicht sterbe.»

1670 liess die Gemeinde von St. Moritz als Besitzerin der Quelle einige Arbeiten zur besseren Benutzung ausführen und verpachtete sie an mehrere Einwohner. Aus Oberitalien trafen immer mehr vornehme Kranke ein, 1697 der Herzog Amadeo von Savoyen, 1699 der Herzog von Parma. Um diese Zeit wurde der Brunnen auch von Deutschen besucht. Jedoch durch die napoleonischen Kriege und die Gleichgültigkeit der Einwohner trat eine Vernachlässigung der Quelle ein. 1811 schrieb der Zürcher Leutpriester Johann Ludwig Meyer: «Die Celebrität, die dies heilsame Wasser hat, könnte denn, der sich noch nie an der Stelle befand, leicht vermuten lassen, da wo es der Erde entquillt, eine Menge schöner und geräumiger Wohnhäuser zu finden. Aber wie sehr würde er sich in seinen Erwartungen getäuscht sehen, wenn er, dorthin versetzt, statt der gehofften bequemen Gebäude, in dem kleinen Tale nichts als ein Häuschen erblickte,

dessen Aussenseite und innere Einrichtung alle Begriffe von Armseligkeit übersteigt! Und doch verhält sich die Sache nicht anders. Gerade da, wo zum Behufe der Kurgäste gut eingerichtete Absteigequartiere stehen sollten, finden sie nichts, als jene elende Hütte, nach der sie, solange die Kurzeit dauert, täglich bei jeder Witterung gezwungen sind. Das Erdgeschoss dieser baufälligen Hütte ist in zwei ungleiche Hälften abgeteilt; die grössere ist ein halboffener Stallraum ohne Bader und Krippe, in dem nur die kleinere Anzahl der Pferde, welche die Brunnengäste mit sich führen müssen, zur Not eingestellt werden kann. Die kleinere Hälfte ist für das eigentliche Trinkzimmer bestimmt. Hier sprudeln drei stärkere und vier schwächere Quellen zwischen dem mit Eisenoekern überzogenen Steinen und sammeln sich in einer aus rohen Granitplatten bestehende Einfassung von etwa drei Schuh in das Gevierte, um welche herum in einem so engen Raum, dass kaum vier Personen in die Tiefe zu stehen kommen, die Kurgäste sich zudrängen, um entweder von dem bestellten Aufseher sich ihre Gläser und Gläser aus einer eisernen Kelle füllen zu lassen, oder sich tief herunterbückend, selbst sie zu füllen, um die fixe Luft besser beisammen zu halten.» Ueber dem Pferd stall befand sich ein Raum zum Aufenthalt der Kurgäste bei schlechtem Wetter, mit fensterlosen Lichtöffnungen und zwei Kaminen, durch die der Wind den Rauch ins Zimmer blies. Ein italienischer Graf bot aus Dankbarkeit für seine Genesung Geld zum Bau eines Gasthauses bei der Quelle an, die St. Moritzer wollten von keiner Aenderung wissen, wie Meyer in seiner «Beschreibung des Sauerbrunnens bey St. Moritz im Ober-Engadin» 1811 erwähnt. Noch später behaupteten sie, der Mineralquell sei ihnen mehr schädlich als nützlich. 1814 aber überrumpelte die jüngere Gemeinde die Alten, als diese in Tirano den Viehmarkt besuchten, und beschloss eine Innendekoration, die 1815 bereits vollendet war, wodurch Quelle und Dorf mit einer Fahrstrasse verbunden wurden. 1831 pachtete eine Aktiengesellschaft die Quelle, von der auch die ersten Gebäude bei derselben errichtet wurden.

(Fortsetzung folgt.)

Bestellscheine.

(Eingesandt.)

Die Nr. 4 der «Hotel-Revue» brachte einen bemerkenswerten Artikel über «Hotelkontrolle», welche, obgleich sie in jedem ordnungsgemäss geleiteten Geschäfte bekannt ist, leider zum eigenen Schaden nicht überall mit der nötigen Sorgfalt durchgeführt wird.

Ich möchte nun hier noch einen anderen, ebenfalls wichtigen Punkt der Kontrolle berühren, der fraglos schon jedem Hotelier, sowie auch einer grossen Anzahl von Angestellten unliebsame Erörterungen mit Gästen gebracht hat.

Beispielsweise kommt Herr M., ein alter Gast des Hauses, zur Kasse, um seine Wochenrechnung zu begleichen, wobei er bemerkt, dass ihm eine Flasche Pomard berechnet ist, die er weder bestellt noch erhalten hat; er bittet also, in Zukunft besser acht zu geben. — Der zuvor berechnete Betrag von Fr. 6.— wird nun unter höflicher Entschuldigung abgezogen. Wer aber soll nun den Schaden tragen und für die Verstimmung des Gastes verantwortlich gemacht werden? Der Kontrollor findet im Journal an dem betreffenden Tage eine Pomard auf dem Konto des Herrn M. eingetragen; er prüft sodann die sorgfältig Tag für Tag zusammengelegten Bons und findet für Nr. 84, Zimmer des Herrn M., einen ordnungsgemäss mit Datum versehenen Bon für eine Pomard, unterzeichnet F. Im Bonbouche ist an der Nummer nichts geändert, die Eintragung stimmt somit, das Bureau trifft also keine Schuld. Der Kellner F., ein gewissenhafter Angestellter, nimmt sein Gedächtnis zu Hilfe und erinnert sich genau, diesen Wein an dem genannten Tage für einen jungen blonden Herrn, der ihm Nr. 84 als sein Zimmer angegeben hat, serviert zu haben. Nun ist aber Herr M., der Nr. 84 bewohnt, gar kein junger blond Herr, sondern ein älterer Herr mit grauem Haar. Entweder hat der junge Herr, der, wie sich herausstellt, Nr. 87 bewohnte und inzwischen abgereist ist, sich in der Angabe des Zimmers geirrt, oder der Kellner F. hat ihm nicht richtig verstanden. Ein weiterer Beweis ist nicht beizubringen.

Wer soll jetzt haftbar gemacht werden? Der Kellner hat den Bon gegeben; will der Prinzipal rücksichtsvoll vorgehen, so lässt er sich vom Kellner den Selbstkostenpreis des Weines ersetzen und trägt den Schaden für entgangenen Gewinn selbst. Jeder von beiden empfindet aber, dass er den Schaden mit Unrecht leidet.

Dieser, für alle Beteiligten unliebsame Vorfalle, wie solche in ähnlicher Weise häufig vorkommen, zeigt aber, dass hier Abhilfe notwendig ist. Der Weg dazu liegt im Bestellschein-System, welches übrigens genügend bekannt ist; nur fehlt es vielerorts am Entschluss, etwas einzuführen, das über den Rahmen des Allgewohnten hinausgeht; es ist ja bis heute auch ohne gegangen. Dennoch ist der Bestellschein des Gastes mindestens ebenso wichtig wie die ganze Bon-Kontrolle.

Warum ist der Check in sehr vielen Hotels des Auslandes etwas ganz selbstverständliches? Auch in der Schweiz finden wir eine Anzahl

grosser Hotels, welche sich der «Bulletins de commande» bedienen und gute Erfahrungen damit gemacht haben. Die unliebsamen Reklamationen sind dort äusserst selten.

Der Bestellschein,

Bestellschein.	
Gut für:	
Zimmer No.	1915
Unterschrift:	

in Grösse und Form eines Taschen-Notiz-Blocs, wird dem Gaste zur Notierung seiner Bestellung vorgelegt, seine Unterschrift bürgt dafür, dass nach der Kontrolle im Bureau kein Irrtum mehr möglich ist.

Sind viele Bestellungen gleichzeitig aufzunehmen, so legt der Kellner auf jeden Tisch einen Bloc Bestellscheine, sammelt die Aufträge und übergibt sie dem Oberkellner oder dessen Stellvertreter, welcher die Bons schreibt; der Kellner braucht keine Zeit mit der Aufnahme von Bestellungen und Bonseltschreiben zu verlieren und die Gäste brauchen nicht mehr zu warten. Jeder Bon hat einen Beleg durch den Bestellschein. Diese werden, wie die Bons, Tag für Tag zusammengehalten und einige Wochen aufbewahrt.

Findet sich auch wirklich einmal ein Gast, welcher das Bestellschein-System anfangs lästig findet, so wollen wir ihn nicht weiter bemühen, er wird bald bekehrt sein und selbst nach dem Bestellschein fragen. Die kleinen Nachteile stehen nicht im Verhältnis zu den grossen Vorteilen, welche der Bestellschein bietet, die Erfahrung lehrt es am besten.

L. Bertram.

Anmerkung der Redaktion. Wir bringen die vorstehende Einsendung als Beitrag zum Kapitel «Kontrolle» hier gerne zum Abdruck, bezweifeln aber, ob sich das Bestellschein-System zur Einführung im Hotelfach hervorragend eigne. Vom Hotelgast bei jeder Bestellung eine schriftliche Bestätigung seines Auftrages zu verlangen, scheint uns denn doch eine ziemlich starke Zumutung, um nicht zu sagen: Belästigung zu sein, die die meisten Gäste als empfindliche Störung ihrer Behaglichkeit auffassen und deshalb wohl ablehnen würden. Etwas anders verhält sich die Sachlage in grossen Hotelbetrieben, die mit Lichtsignal- und Fernschreibapparaten ausgestattet sind; hier übernimmt aber der Hotelgast, ohne zunächst das Aufwartepersonal zu bemühen, seine Befehle und Bestellungen direkt an die ausführende Stelle. An Stelle des mündlichen tritt hier also der schriftliche Auftrag, wodurch in vielen grossen Häusern der Betrieb wesentlich vereinfacht wird. In Hotels jedoch, in denen die mündliche Auftragserteilung noch nicht abgeschafft wurde, wäre es Zeitverschwendung, sich jede Bestellung noch schriftlich bestätigen zu lassen, ganz abgesehen davon, dass durch Einführung der Bestellscheine die Kontrolle eher kompliziert als vereinfacht würde. Wir geben allerdings zu, dass sich dabei wohl mancher kleine Irrtum vermeiden liesse, doch wird man von einem gutgeschulten Angestellten, die ja im Hotelfach die Regel bilden, erwarten dürfen, dass er gerade den Bestellungen der Gäste seine besondere Aufmerksamkeit widmet und sie mit peinlichster Gewissenhaftigkeit weiterleitet. Kleine Verwechslungen lassen sich übrigens auch beim besten Kontrollsystem niemals ganz vermeiden!

Technische Rundschau
(Nachdruck verboten.)

Der Einfluss der Kohlensäure auf das Bier.
Ausser den verschiedenen anderen Bestandteilen spielt die Kohlensäure bei der Gewinnung des Bieres eine wichtige Rolle. Sie entsteht dadurch, dass die vorhandene Maltose sich durch Gärung in Kohlensäure und etwas Alkohol verwandelt. Dieser Umstand verleiht dem Bier den frischen, kühlen Geschmack, den wir von einem guten Trunk voraussetzen. Zu junges Bier, das bekanntlich nicht genug gegoren hat, lässt diesen Geschmack vermissen. Daher ist es vom Genusse auszuschließen. Wird es trotzdem genossen, dann sind alle möglichen Folgeerscheinungen zu erwarten. In erster Reihe sind es Magen- und Darmkatarrhe, begleitet von heftigen Koliken, die sich nach dem Genuss jungen, ungegorenen Bieres anmelden. Dieses spricht dafür, dass die Kohlensäure zunächst dazu da ist, das Getränk gemessener zu machen. Mehr als die bekanntesten Gewürze und Zusätze bei der Tafel hat sie die Funktion, Spaltzelle in dem Biere nicht aufkommen zu lassen. Sie ist in gewissem Sinne faulniswidrig. Das ist der Grund, dass ein kohlenstoffreiches Bier niemals den Magen belästigt. Dort aber, wo feineisige Stoffe anderer Art in Magen anzutreffen sind, kann ein kohlenstoffreiches Getränk oft heilsam entgegenarbeiten. Durch seine Eigenschaft, einhüllend und eliminierend zu wirken, ist die Kohlensäure in vielen Fällen appetitanregend. So hat das Bier bei vielen die Funktion eines Anreizes. Namentlich kurz vor dem vorzunehmenden Mahle genossen, wirkt es auf die Magenwände anregend und erzeugt dort Appetit, wo das Verlangen nach Speise sonst nicht so intensiv war. Ein gutes Glas Bier, das seinen Kohlensäuregehalt hat, kann auch niemals jenen Zustand herbeiführen, den wir als «Kater» kennen. Abgestandenes, schal schmeckendes und trübe aussehendes Bier ist eher dazu geeignet. Dieses hat aber keine Kohlensäure mehr. Das gute Bier muss durchsichtig sein, muss einen feinen, kleinbläsigen Schaum bilden, der Sahne ähnlich.

Das Bier darf auch nicht sauer werden, weil es ebenso wie junges, noch nicht genug gegorenes, zu Erkrankungen führen kann. Auch hier kann

durch Kohlensäure Abhilfe geschehen. Und Kohlensäure Alkalien, wie Pottasche und Soda sind es wiederum, die solchen Getränken aufhelfen, es schmackhaft machen. Zusätze, die allerdings nicht gemacht werden dürfen. Die Kohlensäure hat jedoch auch noch andere Funktionen. Sie ist noch in ihrem Bestand lässt nämlich mit Sicherheit auf Verfälschungen anderer Art schliessen. Deshalb empfiehlt es sich, immer auf den Kohlensäuregehalt zu achten.

Lagert das Bier im tiefen, kühlen Grund und soll es nach oben befördert werden, dann darf als Motor nicht beliebige Luft, sondern ebenfalls Kohlensäure, und zwar in flüssiger Form, verwendet werden. Die Prozedur ist sehr einfach: Das Fass wird mit einem Ballon Kohlensäure verbunden, der dem Druck durch ein Ventil reguliert. Ohne es zu kippen, kann auf diese Weise das ganze Fass entleert werden. In neuerer Zeit wird allerdings der Versuch gemacht, die motorische Kraft der Kohlensäure beim Ausschuss durch Elektrizität zu ersetzen. Ob dieser in den Handel gebrachten Elektromotore die Kohlensäure in diesem Falle zu verdrängen imstande sein werden, wird die Zeit lehren. Bis dahin müssen wir jedoch als treibendes Element des Bieres die in ihm wallende Kohlensäure ansprechen.
Dr. M. Trotsnik.

Kleine Chronik.

Davos. Zum Chefarzt des Sanatoriums Davos-Platz in Davos wurde Herr Dr. Carl Real (Schwyz), zurzeit Sekundärarzt im Sanatorium Schatzalp in Davos, berufen.

Schweizerisches Nachweibureau für den Bezug und Absatz von Waren. (Mitgl.) Der Bundesrat hat die Schweizerische Zentralstelle für das Auslandswesen in Zürich ernannt, ein Schweizerisches Nachweibureau für den Bezug und Absatz von Waren zu errichten und dessen Leitung zu übernehmen. Hierfür dürfen die der Zentralstelle gesetzlich zukommenden Mittel verwendet werden. Der Sitz des Bureaus ist in Zürich (Metropol). Es ist durch ein gesetzliches Verordnungsdekret der Schweizerischen Volkswirtschaft durch die Vermittlung zuverlässiger Adressen für den Bezug und für den Absatz inländischer industrieller, gewerblicher und landwirtschaftlicher Erzeugnisse aller Art, sowie für den Bezug nötiger Rohstoffe und vorgearbeiteter oder fertiger Waren aus dem Ausland. Das Nachweibureau hat seine Tätigkeit soeben aufgenommen. Damit beginnt die den besten Erfolg versprechende Verwirklichung eines ebenso alten als vielseitigen Begehrens.

Vermischtes.

Leim als Mittel gegen Erfrieren. In der «Wiener Klinischen Wochenschrift» berichtet Dr. Ernst Pribram über seine Versuche, Leim zur Verhütung und Heilung von Erfrierungen zu verwenden. Das «Leimen der Füsse», führt er aus, «ist ein altes Volksmittel, um erfrorene Füsse vor weiteren Schädigungen des Fusses zu schützen und die Entstehung von Frostbeulen zu verhindern. Das Mittel ist wohl auch in Aertzkreisen bekannt, findet aber zu Vorbeugungszwecken gar keine Anwendung, wird zu Heilungszwecken oft nicht in der richtigen Weise und viel zu selten verwendet. In der Leimverband angewendet, kann er aber werden, weil es theoretisch gar nicht begründet war. Und doch verdient es die Aufmerksamkeit weiterer Kreise, besonders unserer Militärärzte und Militärbehörden, zumal ein dringendes Bedürfnis nach einem einfachen, im Felde leicht anwendbaren billigen Mittel besteht. Der Soldat liegt vor dem Marsche einen einseitig mit einer dicken Lösung heissen Tischlerleims bestrichenen Leinwandlappen noch warm um seinen Fuss, besonders sorgfältig über die Zehen, und behält diesen Schutzverband, über welchen der Stiefel angezogen wird, so lange, als er Gefahr von Erfrieren zu setzen zu müssen, oder bis er Gelegenheit hat, den Verband zu erneuern. Der Schutz gegen Kälte, erklärt Dr. Pribram, ist vorzüglich. Selbst Leute, die zu Frostbeulen neigen, spüren mässige Kälte nicht. Die Kälte wirkt viel weniger als im Verband. Kommt es trotz dem Verbands zur Erfrierung, so wird der Verband nicht abgenommen, sondern der Fuss im Verband vorsichtig massiert und ganz langsam zum Auflauen gebracht. Der Verband ist nicht früher zu entfernen, als bis ein neuer Verband angelegt werden kann. Die Abnahme des Verbandes geschieht im warmen Wasser (etwa 40 Grad), der Verbandswechsel kann auch mehrere Tage nach der Erfrierung vorgenommen werden. Ein ohne Verband erfrorener Fuss (von den Händen gilt dasselbe) wird mit einem Leimverband behandelt, bis der Verband liegen bleiben kann. Der Leimverband hat noch den weitem Vorteil, dass nasse Stiefel (bei kaltem Tauwetter) ausgezogen und gewechselt werden können, ohne dass durch Anschwellen des erfrorenen Fusses das Wiederanziehen unmöglich gemacht würde. Nach Dr. Pribram würde es sich empfehlen, den Ärzten ins Feld grössere Mengen Leim mitzugeben, vielleicht auch jedem in das Feld gehenden Truppenkörper. Die Mannschaft könnte über die Vorteile des «Leimens der Füsse» unterrichtet werden, und dieses wäre vor dem Marsche unter Leitung des Arztes vorzunehmen.

Literatur.

Wandschmuck. Die Firma Photoglob, Abteilung der Vereinigten Kunstanstalten Akt.-Ges. in Zürich, lässt in diesem Monat ein grossartiges kunstvolles Werk erscheinen. Die schweizerische Kunst, das nach einem Gemälde des bekannten Militärdruckers J. C. Kaufmann in Luzern in Zwiölfarben durch hergestellt worden ist. Auf der Wiesenfläche einer Anhöhe hält der herrliche Stab unserer Armee, an der Spitze General Dufour, ein weisses schneefarbenes Korpsführer, Divisionär und die meisten der bekannten schweizerischen hohen Offiziere. Zu Füssen des Stabes ist eine Artillerie-Abteilung aufzufahren und hat Stellung bezogen. Den Hintergrund des effektvollen Tableaus bilden die Eisfirneise unserer Alpen. Dem Werke, welches bei seinem billigen Preise von Fr. 4.— als Wandschmuck für das Schweizerheim nicht an Abnehmern fehlen.

An unsere verehrl. Abonnenten
Um Verspätungen und Beschwerden über unrichtige Zustellung des Blattes zu vermeiden, ersuchen wir unsere verehrl. Abonnenten, Adressenänderungen bis spätestens Freitag Mittag zur Kenntnis der Expedition zu bringen. Später einlaufende Änderungen können für die nächste Nummer nicht mehr berücksichtigt werden.

Privat-Heilanstalt „Friedheim“, Zihlschlacht

Eisenbahnstationen: Bischofzell und Amriswil (Kanton Thurgau), in naturschöner Lage, mit grossen Parkanlagen, für

Nerven- und Gemütskranke, sowie Entwöhnungskuren

Morphinisten inbegriffen. — Sorgfältige Pflege und Beaufsichtigung. — Gegründet 1891. — Zwei Aerzte. Vollständig alkoholfreie Diät. — Besitzer und Leiter: **Dr. Kraegenbühl.**

Konkursamtliche Hotelsteigerung.

Im Konkurse des E. Keller in Vitznau gelangen **Mittwoch, den 3. März 1915, nachmittags 2 Uhr, im Hotel Alpenrose in Vitznau, am zweite, öffentliche Steigerung, die Liegenschaften**

Hotel und Pension Waldheim und Rigiheim im Dorfe Vitznau am Vierwaldstättersee, enthaltend 2 Hotel- und Pensionsgebäude, Saalbau und Oeko-nomiegebäude und umliegende zusammen zirka 1767 m², sowie event. das Hotelmobil in Hotel Waldheim laut speziellem Verzeichnisse (35 Fremden-zimmer, 43 Fremdenbetten, 2 Speisesäle, Vestibule, Rauchzimmer, grosser Restaurationsgarten etc.).

Brandasserkanz: Waldheim Fr. 47,000.—, Rigiheim Fr. 35,000.—.

Kalasterschätzung für beide Liegenschaften zusammen: Fr. 97,000.—.

Grundpfandrechte auf beiden Liegenschaften, ohne Zin-sen: Fr. 158,600.—.

Konkursamtliche Pfandschätzung für beide Liegen-schaften: Fr. 140,000.—.

Die Liegenschaften können an dieser Steigerung auch unter der konkursamtlichen Pfandschätzung los-geschlagen werden. Die Steigerungsbedingungen können auf dem unterzeichneten Konkursamte eingesehen werden, wo auch jede weitere Auskunft erteilt wird.

Weggis, den 15. Februar 1915.

Konkursamt Weggis.

(94)

Kurhaus Schloss Hard

ermatingen

zu verpachten.

Altes, geschichtliches Schloss, mit Landhaus und neuem Parkhaus, vollständig möbliert, in grossem, prachtvollem Park gelegen, direkt bei Ermatingen am Untersee, mit eigener See-Badanstalt. Wurde früher mit Erfolg als Sanatorium betrieben. Auskunft erteilt:

Das Betreibungsamt Ermatingen.

(85)

NEUCHÂTEL CHÂTENAY

Fondé 1796

HORS CONCOURS — MEMBRE DU JURY
Berne 1914

Direktor, Empfangschef

29 Jahre, gut präsentierend, fach- und sprachenkundig, mit langjährigen Referenzen, sucht Stellung. Geft. An-gebote unter **Ks. 8567** befördert **Rudolf Mosse, Cöln.** (86)

Directeur.

On cherche pour une ville de mer, du nord de l'Es-pagne, un **directeur**, connaissant la langue espagnole, pour restaurant-café-pâtisserie de premier ordre. Adr. offres avec conditions et références sous chiffre **Z. N. 513** à l'Agence de publicité **Rudolf Mosse, Zürich.** (87)

Daily Mail

CONTINENTAL EDITION

Gives all the News Many Hours in Advance of any other English Journal circulating on the Continent.

Head Office: 38, Rue du Sentier, PARIS.

Gesucht

tüchtiger **Gerant oder Mieter** für eine neu-erbaute, moderne Fremdenpension, möbliert, Zentral-heizung, Gas, elektrische Installation und Lift, mit ca. 30 bis 35 Betten, in schöner, sonniger Lage eines Welt-kurortes Graubündens. Offerten unter Chiffre **Z. K. 510** an die Annoncen-Expedition **Rudolf Mosse, Zürich.** (88)

“KING GEORGE IV”

Scotch Whisky.



The Distillers Company Ltd.
EDINBURGH.

Zu haben in allen einschlägigen Geschäften oder im General-Depôt 104 Ausstellungstrasse, Zürich.
Telephon No. 3901. (1377)

„FIDES“

Treuhand-Vereinigung

Zürich 1, Bahnhofstrasse 69

Absolut unabhängiges Institut

Telegramme: „Fides“. Telephon 102,87

Revisionen

Buchhaltungs- und Betriebsorganisationen

Liquidationen, Sanierungen

Vermögens-Verwaltungen

Konstituierung von Aktien-Gesellschaften

im In- und Auslande (93)

Bildung u. Leitung von Syndikaten

Beratung in Steuer- und Beteiligungs-Angelegenheiten

Günstige Beteiligung.

an grosse Zukunft bietendem, bestehendem Unternehmen (Kurhaus, Heil- und Sportbad) in der Schweiz, für Restau-
rateur oder Kaufmann. — Eigene Heilquelle, Badeanstalt, Luft-,
Sonnen-, Kräuterdampf- und med. Bäder, Restaurant, Pensi-
onat, Landwirtschaft, Turn- und Spielplätze, Forellnbach etc.
Erforderlich zur Ablösung ca. Mk. 50,000, Wert: Fr. 420,000,
Belastung nur Fr. 155,000. Offerten unter **B. F. 5123** an
die Annoncen-Exped. **Rudolf Mosse, Basel.** (89)



Holländische Meerfische

Nordsee-Fang

Bückmann & Pool, Ymuiden (Holland)

Lieferung bar Kasse gegen billigsten Tagespreis.

Telegramm-Adresse: **BÜCKMANN.** (78)

Hotelbuchführung

Abschlüsse, Nachtragungen, Neueinrichtung,
Inventuren, Ordnen vernachlässigter Buch-
haltungen, besorgen gewissenhaft

Albertine Bär & Emil Hohmann

Bücherexperten
Zürich II, Steinbaldenstr. 62

Telephon 6392
Kommen auswärtl. Sämtliche Bücher vorrätlg.

Hotel- & Restaurant-

Buchführung

Amerikanisches System Frisch.

Lehren amerikanische Buchführung

nach meissen bewährten System durch

Unterichtsbrieft. Hunderte von An-

erkennungsschreiben. Garantieren für

den Erfolg. Verlangen Sie Gratis-

prospekt. Prima Referenzen. Richte

sich selbst in Hotels und Restau-

rants Buchführung ein. Ordne ver-

nachlässigte Bücher. Gehe auch nach

auswärts.

Alle Geschäftsbücher für

Hotels auf Lager.

H. Frisch, Zürich I

Bücherexperte (8)

Persil

für Kinderwäsche

Bleichsoda Henco

Maitre d'hôtel

Suisse, 33 ans, marié, très

bonnes références et capable,

cherche place analogue dans

maison 1^{er} ordre ou à défaut

repense hôtel ou café-brasserie

(solvable). Ecrite sous **B. 582 L.**

à Haasenstein & Vogler, Lausanne.

Wer
Beleuchtungs-, Heizungs- An-
lagen oder Glas-Einrichtungen in
Hotels, Pensionen oder Kur-Anstalten
besorgt, inseriert mit Erfolg
in der in Basel erscheinenden
Hotel- Revue
Offizielles Organ des
Schweizer Hotelier-
Vereins.

Locarno

(Tessin)

Pension à vendre.

Situation splendide. — Offres

sous chiffre **S. 9890** à Haasenstein

& Vogler, Lugano. (81)

Speisekarten Weinkarten

in moderner und geschmackvoller Ausführung bei ziielen Preisen

empfeilt

Schweiz. Verlags-Druckerei G. Böhm Basel.

Reklame Budget
1915

Mit 6 Fragen ermittelt man die Güte jeder Reklame:

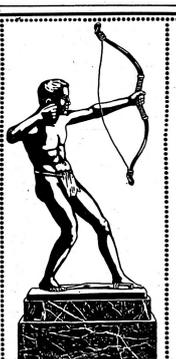
1. Elementlich die Reklame für mein Publikum?
2. Ist sie einwandfrei als die der Konkurrenz?
3. Ist sie aussergewöhnlich?
4. Ist die Ausführung auf?
5. Schat sie offes Plätzchen ohne zu lang zu sein?
6. Ist sie der billige, Wva. um den gewöhnlichen Erfolg zu erreichen?

Wenn Sie auf jede Frage bejahend Ja antworten können, so ist Ihre Reklame vorzüglich. Wenn Sie aber auch nur einen Zweifel haben, so schreiben Sie um Gratis-Zulassung eines Probedruckes über zeitgemässe Kunden-Werbung.

DROPPA
ZÜRICH
Culmannstr. 33, Tel. 5637

Servietten Leinenimitation

empfeilt
Schweiz. Verlags-Druckerei
G. Böhm, Basel.



Tee-Import HUGUENIN & Co.
ZÜRICH Bahnhofstrasse
Verlangen Sie bitte bemusterte Gratis-Offerte (84)

Buffet-Restaurant à louer.

A remettre pour le 30 avril prochain ou plus tôt, le Buffet-Restaurant du Mont-Soleil sur St-Imier.

Pour conditions et renseignements s'adresser à M. Et. Chappuis, maire, St-Imier, président de la Société. (88)

NEUCHÂTEL PERRIER
SAINT-BLAISE
HORS CONCOURS
MEMBRE DU JURY
BERNE 1914. (1348)

Zu vermieten ohne fixen Hauszins

ein komplett möbl. Hotel mit Café-Restaurant u. 50 Fremdenbetten in Stadt der franz. Schweiz. Haus 11 Pigs., sehr aufschwungsfähig unter ficht. Leitung. Antritt nächst. Monat. Statt Zins Prozentsatzgabe auf dem Umsatz. Offerten unt. **Z. O. 564** an **Rudolf Mosse, Zürich.** (83)

Hôtelier, Suisse français, ayant passé par toutes les branches avec femme du métier, cherche pour de suite ou époque à convenir

Direction ou évent. location (82)
en Suisse ou à l'étranger. Bonnes références. Adresser offres sous ch. **H 211 M** à **Haasenstein & Vogler, Montreux.**

Schoop & Co., Zürich

Echte Bronze-Figuren
Marmor-Statuetten

Messing-Artikel für Wohnungs-Einrichtungen

Ständer und Töpfe in Eisen und Messing gehämmert

Teppiche-Vorhänge (83)

Kleine Anzeigen

d. h. Anzeigen, die das tägliche Leben betreffen, wie: Kauf- und Verkauf, Pacht, Miete, Personal, Kapitalgeföhde und -angebote erzielen nur bann

große Wirkung

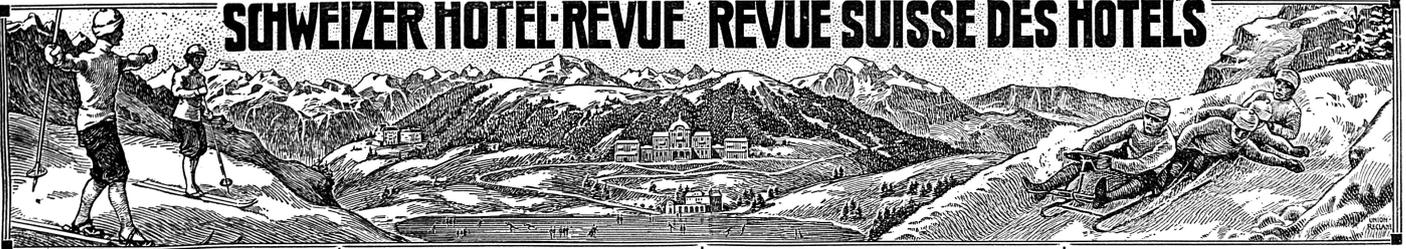
wenn sie sachgemäß abgefasst und zweckentsprechend ausgestattet sind, wenn die Auswahl der zu benutzenden Zeitungen auf Grund sachmännlicher Erfahrung getroffen wird. Alle diese Bedingungen werden erfüllt ohne irgendwelche Preiserhöhung, ferner wird eine wesentliche Vereinfachung, Zeit- und Arbeitsersparnis erzielt durch Übertragung derartiger Aufträge an die

Annoncen-Expedition Rudolf Mosse

Zürich
Limmatquai 34, Telephon 660

Basel
Biefchenvorstadt 50, Telephon 2164

J. BOLLINGER
MAISON DU BOULON
Dry Extra-Quality
Extra-Quality Brut 106
Ay-Champagne
Die Qualitäts Marke. Die Marke der Sportmen
Repräsentant général: **W. H. Elmenhorst, 72 Bahnhofstrasse, Zürich.**



SCHWEIZER HOTELREVUE REVUE SUISSE DES HOTELS

La majoration des taxes téléphoniques.*

Elle a été critiquée durement, mais votée quand même et on peut presque dire qu'elle ne l'a été que par pur patriotisme.

L'administration des téléphones s'en rend compte aujourd'hui. Dans ses bureaux, les désabonnements pleuvent.

Pauvre administration du téléphone! Elle qui criait déjà la misère avant la guerre, la voici plus mal en point que jamais.

Si tel était vraiment le cas, il y aurait là ma parole de quoi sérieusement s'inquiéter.

Avant d'ingratitude filiale ne doit pas pouvoir se reconstruire chez nous. Non! même en tenant compte d'un certain pour-cent d'égoïstes à tout crins.

* Pour cause d'abondance de matière, la publication de cet article a dû être retardée.

Il est fort heureux cependant que le patriotisme des habitants du pays ne se mesure pas d'après le nombre des abonnés au téléphone.

L'impôt fédéral de guerre sur la fortune et le revenu, qu'on prépare actuellement et qui sera encaissé plus tard, une fois le monde et les choses rentrés dans l'ordre.

Mais le remède a trop tardé à venir et nous en souffrons maintenant.

Le régime républicain est le meilleur, c'est entendu, sous lequel puisse vivre un peuple fier et conscient.

L'humanité, s'inscrit lui-même sur le registre d'or des pays à âme éternelle.

Il était écrit que nous ne resterions pas longtemps sous le coup de la pénible impression que nous avait causée la nouvelle que 16,000 abonnés rompaient toute liaison avec celles qui, pendant de longues années, les avait fidèlement servis.

Les abonnements au téléphone.

Lorsqu'en décembre dernier, les Chambres fédérales eurent décrété le relèvement des taxes d'abonnements au téléphone.

Contrairement aux publications de divers journaux qui ne pouvaient faire croire au retrait d'un nombre tout fait extraordinaire d'abonnés au téléphone.

Ces prévisions se basaient uniquement sur l'influence qu'aurait inévitablement la guerre sur la situation économique en Suisse.

D'autre part, dans les régions plutôt agricoles et dans celles où les conditions de l'existence n'ont pas subi de perturbation extraordinaire.

Dans nombre de cas, l'augmentation de la taxe d'abonnement sera du reste sensiblement compensée par la réduction à 20 centimes de la taxe de conversation interurbaine.

A propos de statistique.

(Suite de No 5.)

C'est de ce moment que date le grandiose développement de l'industrie hôtelière en Suisse.

énergiques rompus aux affaires et n'ayant pas seulement au cœur le désir de gagner beaucoup d'argent, mais surtout celui de se faire beaucoup d'amis.

De 1883, année de l'exposition de Zurich, à 1896, date de l'exposition de Genève, 13 ans s'écoulèrent pendant lesquelles le Comité de la Société s'utilement mettre le temps à profit.

C'est en 1893 que la Société prit la très louable résolution de participer officiellement à l'Exposition nationale suisse de Genève en 1896.

Nous ne nous arrêtons pas à refaire ici la description du pavillon. Ceux qui l'ont visité doivent tous se souvenir encore que cette merveille d'architecture.

(A suivre.)

Preise der wichtigsten Lebensmittel und anderer Bedarfsartikel im Oktober 1914.

(Gesammelt und zusammengestellt vom Statistischen Amt des Kantons Basel-Stadt.)

Table with multiple columns for food items (Meat, Milk, Bread, Eggs, etc.) and their prices in various municipalities (Aarau, Altdorf, Basel, etc.).

Chronique Judiciaire.

Tribunal fédéral.

Extinction des servitudes. — Libération judiciaire. La seconde section civile du Tribunal fédéral s'est occupée, dans sa séance du mercredi, 20 janvier 1915, d'une action en radiation de servitude...

La première instance cantonale a déclaré l'action fondée, sans accorder aucune indemnité aux défendeurs; la seconde instance cantonale, en revanche, tout en ordonnant elle aussi la radiation de la servitude, a alloué aux époux Rudin une indemnité de 1000 Frs.

L'art. 736 du Code civil suisse, qui n'avait d'ailleurs que reprendre une idée qui se trouvait déjà dans de nombreuses législations cantonales, prévoit qu'un fonds servant peut être judiciairement libéré d'une servitude qui le grève, même contre la volonté du propriétaire...

En l'espèce, le premier alinéa de l'article 736 est certainement inapplicable; il n'y a lieu d'en faire application que lorsque la servitude litigieuse a perdu toute utilité quelconque pour le fonds dominant...

Par contre, le second alinéa de l'art. 736 est applicable. Il est évident que l'utilité actuelle de la servitude de passage est considérablement restreinte. Le Tribunal est sans doute assez mal placé pour revoir la solution donnée par les instances cantonales...

des deux années qu'il sante aux yeux que le droit de passage n'avait pas été constitué autrefois pour être simplement ce qu'il est aujourd'hui.

Dans la règle, il y a lieu de déterminer par une expertise quelle est la valeur du fonds servant si la servitude est maintenue, et quelle serait l'augmentation de sa valeur par suite de la suppression de celle-ci; la plus-value éventuelle représente l'intérêt que le propriétaire du fonds servant a à cette suppression.

Peu importe au surplus que le changement dans la situation des fonds intéressés et par suite la réduction de l'utilité de la servitude pour le fonds dominant existent depuis de longues années déjà.

Il n'est pas douteux enfin que l'art. 736 est applicable en l'espèce, bien qu'il s'agisse d'une servitude constituée avant l'entrée en vigueur du Code civil suisse; il suffit de se référer pour cela à l'article premier, troisième alinéa, du Titre final de ce Code, et de constater en outre que l'art. 736 est d'ordre public.

Verkehrswesen. Die Gurtenbahn beförderte im verflossenen Monat 2.469 1914; 2.636 Personen; Total der Einnahmen Fr. 1.610,70 (1914; Fr. 1.924,10).

Fremdenfrequenz. Basel. Fremdenverkehr. (Mitgeteilt vom Oeffentlichem Verkehrsbureau.) Nach der Zusammenstellung des Polizeidepartements sind im Monat Januar 1915 6452 (1914 13.885) Fremde in den Gasthöfen und Logierhäusern Basels abgestiegen.

Arosa. Amtliche Fremdenstatistik für die Zeit vom 26. Jan. bis 2. Febr. 1915: Deutschland 368, England 90, Schweiz 318, Russland 30, Holland 13, Italien 3, Frankreich 6, Oesterreich-Ungarn 42, Belgien 6, Dänemark 1, Skandinavien 3, Amerika 18, andere Staaten 15. Total 902.

Bern. Fremdenverkehr. Laut Mitteilung des offiziellen Verkehrsbureaus verzeichnen die städt. bernischen Gasthöfe im Monat Januar 1915 6872 registrierte Personen (1914: 7916) und 22.807 Logiernächte (1914: 20.141).

BASEL, Hotel Jura. Grösstes Hotel II. Ranges, gegenüber dem Bundesbahnhof. Zentralheizung, 135 Betten, v. Fr. 2,50 an.

Soeben erschienen und beim Zentralbureau des Schweizer Hotelier-Vereins in Basel, gegen Voreinsendung von Fr. 5.— auf Postcheckkonto V Nr. 85, erhältlich:

Rechtssbuch für den Schweizer Hotelier im Auftrage des Schweizer Hotelier-Vereins verfasst von Rechtsanwalt Dr. Bruno Feuersenger in Basel.

Offene Stellen * Emplois vacants. Für Inzerate... Mitheltinger... Nichtmühtig... Erste... Jede ununterbrochen Wiederhol... Die Spesen für Beförderung eingehender Offerten sind in den Preisen für Nichtmühtig einbezogen.

Empfangschef - Kassierer, tüchtiger, sprachkundiger, für Hotel-Pension, Bewerber muss solides Stillsitzen haben; 1. April, 1. Hotelsekretärin, selbständige, für Hotel-Pension, Bewerber muss solides Stillsitzen haben; 1. April, 1. Hotelsekretärin, selbständige, für Hotel-Pension, Bewerber muss solides Stillsitzen haben.

Heizer-Maschinist, lediger, per 1. März gesucht. Derselbe muss die Zentralheizung verstehen, Instände sein, elektr. Aufzüge und Motoren in Ordnung zu halten, ebenso kleine Reparaturen zu machen. Jahresstelle. Offerten an: Direktion Hotel Union, Basel, 1051.

Küchenchef, Gesuch für Hotel I. Ranges (30 Zimmer) in grosser chinesischer Hafenstadt ein energischer, erfahrener Koch (Schweizer oder Franzose) im Alter von 35-40 Jahren, über in der französischen sowie englischen Küche erfahren sein muss. Bewerber muss Instände sein, ein grosses Küchenpersonal zu leiten sowie eine gute Bekanntschaft mit allen und allen Chinesen, Kontrakt 3 Jahre, freie Ausreise, Anfangsgehalt monatlich \$ 150 (inkl. Verpflegung), freie Station und Wäsche, freie Rückreise nach Ablauf des Kontraktes. Eintritt 1. April 1915. Bewerber, welche bereits in grösseren Betrieben gearbeitet haben, werden bevorzugt. Offerten an die Direktion des Hotel Kildat Ltd., Shanghai (China) einzusenden. 1010

Orkellner - Maître d'hôtel, tüchtiger, selbständiger, sprachgewandter, für Hotel-Pension, Bewerber muss solides Stillsitzen haben, 1. April, 1. Hotelsekretärin, selbständige, für Hotel-Pension, Bewerber muss solides Stillsitzen haben.

Stellengesuche - Demandes de places. Erste... Jede ununterbrochen Wiederholung... Die Spesen für Beförderung eingehender Offerten sind in den Preisen für Nichtmühtig einbezogen.

Bureau & Réception. Brauereilehring, in welchem Hotel könnte ein 17-jähriger, tüchtiger, fleissiger, deutsch- und englisch-sprechender, in der A-bildung, guter Postler, eine Sekretärin durchsuchen? Italien, oder franz. Schweiz bevorzugt. Gute Zeugnisse. Ch. 150

Direktor-Chef de réception, Suisse, 35 ans, possédant bien les trois langues ainsi que l'espagnol, homme actif, ayant passé par la filière où il a acquis tous les ressorts d'une bonne exploitation depuis quatre ans directeur d'une importante maison en France, cherche situation en Suisse ou à l'étranger. Chiffre 187

Direktor-Gérant, Mitheltinger, suisse, marié, personne de toute confiance, au courant des affaires sous tous les rapports, avec ferme de maison de campagne, cherche place de directeur d'un hôtel ou gérant, de préférence à l'année. Meilleures références. Ch. 270

Direktor-gouvernante, Dame de toute confiance, ayant dirigé un hôtel pendant plusieurs années, cherche place analogue dans un hôtel de premier ordre, de préférence en Suisse ou à l'étranger. Excellentes références. S'adresser à M. H. B. 192, poste restante Lausanne. Chiffre 268

Secrétaire-caissier-aide de réception, Suisse, français, 25 ans, connaissant les 3 langues principales, au courant de toutes les affaires d'un hôtel, cherche place de secrétaire, d'aide de service, volontaire. Chiffre 283

Secrétaire-volontaire, jeune homme, suisse, parlant trois langues, cherche place de secrétaire-volontaire, dans un hôtel de premier ordre. Bonnes références. Chiffre 229

Sekretär, 21 Jahre, deutsch und franz. sprechend, mit sämtl. Büroarbeiten und der Réception vertraut, sucht Stelle. Anträge bescheiden. Jahresstelle. Geh. Offerten unter M. W. 187, poste restante Neuchâtel, 2016

Sekretär-Kassier, Junger, arbeitsamer Mann, die vier Haupt-sprachen sprechend, mit der Buchführung (Kolonnen-system) vertraut, sucht Engagement. Prima Referenzen. Mitheltinger, Gen. Offerten unter Chiffre R. M. 75, poste restante Lausanne. Chiffre 281

Sekretär-Volontär, Junger Mann, gelernter Koch, sucht Stelle als Assistent oder in der Küche eines Hotels. Offerten an G. S. Habeggerstr. 71 A St. Brugg (Aargau). 219

Sekretärin-Kassierin, deutsch, franz. und engl. korrektsprechend, gründlich vertraut mit der Hotelbuchführung, Réception und Kassawesen, wünscht Engagement in nur erstkl. Hotel. Saisonstelle bevorzugt. Chiffre 199

Salle & Restaurant. Bufteltochter, Junge, deutsch, franz. und englisch sprechende Tochter, mit dem Hotelwesen bekannt, sucht Stelle als Bufteltochter in erstkl. Hotel oder Restaurant. Offerten an G. S. Habeggerstr. 71 A St. Brugg (Aargau). 219

Chef de surveillance, depuis 30 mois dans un grand restaurant, Zurichois, parlant les 3 langues, de plus comme tel on compte secrets d'ho. Entrée de suite ou plus tard. Envoyer offres sous chiffre J. B. 192, poste restante Lausanne. Chiffre 290

Kellnerin, 16 Jahre, welcher im Frühling die Sekundarstelle in Hotel. Chiffre 272

Kellnerin, 16 Jahre, welcher im Frühling die Sekundarstelle in Hotel. Chiffre 272

Kellnerin, 16 Jahre, welcher im Frühling die Sekundarstelle in Hotel. Chiffre 272

Kellnerin, 16 Jahre, welcher im Frühling die Sekundarstelle in Hotel. Chiffre 272

Kellnerin, 16 Jahre, welcher im Frühling die Sekundarstelle in Hotel. Chiffre 272

Kellnerin, 16 Jahre, welcher im Frühling die Sekundarstelle in Hotel. Chiffre 272

Kellnerin, 16 Jahre, welcher im Frühling die Sekundarstelle in Hotel. Chiffre 272

Kellnerin, 16 Jahre, welcher im Frühling die Sekundarstelle in Hotel. Chiffre 272

Kellnerin, 16 Jahre, welcher im Frühling die Sekundarstelle in Hotel. Chiffre 272

Kellnerin, 16 Jahre, welcher im Frühling die Sekundarstelle in Hotel. Chiffre 272

Cuisine & Office. Aide de cuisine, Koch, gelernter Pâtissier, Schweizer, sucht Stelle als Aide de cuisine, für sofort oder später. Chiffre 197

Chef de cuisine, Jüngster, selbständiger, sprachener Koch, sucht Stelle als Chef de cuisine, für sofort oder später. Chiffre 154

Chef de cuisine, Schweizer, 39 Jahre, tüchtiger, solider Mann, wünscht gezieltes Engagement in Hotel, Restaurant oder sonst wo, wo er die Leitung eines Küchenbetriebes übernehmen möchte. Offerten an M. H. B. 192, poste restante Lausanne. Chiffre 253

Chef de cuisine, erste Kraft, Schweizer, militärfrei, mit besten Zeugnissen u. Empfehlungen aus allerersten Häusern; sucht auch zu verändern. Chiffre 282

Chef de cuisine, multi de premières références, cherche engagement pour le mois de mars. S'adresser à Mlle Suzanne Scholshotel Ederlin, Pontsina. 231

Beckkochen, Jüngere Kraft, Schweizerin, mit besten Zeugnissen, sucht Stelle in Hotel-Pension oder Sanatorium. Ist auch in Regiméküche erfahren. Chiffre 230

Economat-gouvernante, Schweizerin, gesetzten Alters, im Hotelfach gut bewandert, sucht Stelle, eventuell in kleinerem Hause für Alles. Chiffre 252

Economat-gouvernante, gesetzten Alters, sprachkundig, mit guten Zeugnissen, sucht Stelle. Eintritt sofort oder nach Uebernahme. Chiffre 249

Gouvernante d'économat, parlant français et allemand, depuis 3 ans dans un hôtel de premier rang de la Suisse française, demande place analogue pour fin mars. Adresser offres sous n. 407 à M. Haesler & Vogler, Lausanne. 9

Kaffeeköchin, Köchin sucht Stelle als Kaffee- oder Angestellte in Hotel. Chiffre 241

Kochlehring, Junger Mann, der 1 1/2 Jahr Lehrzeit als Koch im Hotel absolviert hat und wegen des hohen Alters nicht mehr in die Lehre gehen möchte, sucht Stelle für 6 Monate um seine Lehrzeit zu beenden. Franz. Schweiz bevorzugt. Chiffre 237

Kochlehring, 16-jähriger Jüngling, Deutschschweizer, aus guter Familie, gewandt, intelligent, gesund und stark, sucht auf Anfang Mai oder früher Kochlehrzeit in besserem Hotel der franz. Schweiz mit Jahreskliche. Schulzeugnisse u. Empfehlungen beifügen. Offerten mit Gehaltsansprüchen bei ungewissen Bedingungen befördern unter Chiffre H 164 U Haesler & Vogler, Biel, 96

Kochlehring-Volontär, Junger Koch, Schweizer, deutsch u. franz. sprechend, der (wenigstens) halbes Jahr in der Lehrzeit bei einem tüchtigen Chef gemacht hat, sucht Stelle für sofort oder später, zur weiteren Ausbildung. Franz. Schweiz oder Deutsch bevorzugt. Chiffre 232

Kochlehrerstelle gesucht auf Frühjahr, für gesunden starken Knaben von 16 Jahren. Chiffre 271

Köchelegouvernante, Fräulein, tüchtig und erfahren im Hotelfach, sucht Stelle als Köchelegouvernante, für kommende Saison. Jahresstelle bevorzugt. Chiffre 281

Etage & Lingerie. Etagegouvernante, tüchtige selbständige, gesetzten Alters, sucht Stelle in grosses Haus oder auch für Etage u. Lingerie, zusammen in kleineres Haus. Chiffre 278

Etagegouvernante, tüchtig, energisch und selbständig, seit Jahren in erstklassigen Häusern tätig, sucht, gestützt auf prima Zeugnisse, Engagement. Chiffre 282

Etagegouvernante, tüchtig, sprachkundig, sucht erstklassigen Vertrauensposten als solche oder als Gouvernante générale in Saison- oder Jahresstelle. Beste Zeugnisse zu Diensten. Ch. 284

Etage- oder Generalgouvernante, gesetzten Alters mit langjähriger in Referenzen erstklassiger Häuser, sucht Engagement mit Mitte März oder später. Jahresstelle in der deutsch. Schweiz bevorzugt. Chiffre 269

Etage- oder Generalgouvernante, Schweizerin, 29 Jahre, gut präsentierend, die 4 Hauptsprachen sprechend, tüchtig, selbständige und energische Arbeiterin, in allen Fächern des Hotelwesens bewandert, sucht, gestützt auf erstklassige Zeugnisse, Engagement als Etage- oder Generalgouvernante. Ein wird mehr Wert gelegt auf freundliche Behandlung als auf grosses Bezahlung. Chiffre 245

Gouvernante-Lingere wünscht Stelle. Zeugnisse aus I. Häusern zur Verfügung. Chiffre 276

Lingere (1.), im Hotelfach tüchtig und geübt, sucht Engagement in Hotel. Chiffre 266

Lingere (1.) Wittve, Schweizerin, tüchtig und erfahren, mit allen Arbeiten der Lingerie vertraut, wünscht baldige Saison- oder Jahresstelle. Prima Zeugnisse. Chiffre 275

Lingere, gesetzte Person, geübt im Nähen und Flicken, Kleidermachen, sucht Stelle als Lingere. Chiffre 260

Lingere, gesetzten Alters, mit allen Arbeiten vertraut, sucht Stelle für sofort oder später. Gute Zeugnisse. Ch. 248

Zimmermädchen, tüchtig und erfahren, 25 Jahre, lediger, Sprachkenntnisse, sucht Stelle in Hotel oder auch Sanatorium. Gute Zeugnisse. Offerten an Fr. Emma Kraft, Hochbergstr. 43, Basel. 291

Zimmermädchen, deutsch und franz. sprechend, tüchtig im Service, sucht Stelle in besserem Hotel. Eintritt kann sofort geschehen. Offerten an A. N. Marktgasstr. 7, Bern. 279

Zimmermädchen, tüchtiges, sucht Jahresstelle, vorzuziehen in Basel. Eintritt ab Ende März nach Belieben. Ch. 282

Zimmermädchen, tüchtig und sprachkundig, sucht per Zeugnisse und Photo zu Diensten. Chiffre 259

Zimmermädchen, tüchtig und sprachkundig, sucht per Zeugnisse und Photo zu Diensten. Chiffre 259

Zimmermädchen, tüchtig und sprachkundig, sucht per Zeugnisse und Photo zu Diensten. Chiffre 259

Zimmermädchen, tüchtig und sprachkundig, sucht per Zeugnisse und Photo zu Diensten. Chiffre 259

Zimmermädchen, tüchtig und sprachkundig, sucht per Zeugnisse und Photo zu Diensten. Chiffre 259

Zimmermädchen, tüchtig und sprachkundig, sucht per Zeugnisse und Photo zu Diensten. Chiffre 259

Zimmermädchen, tüchtig und sprachkundig, sucht per Zeugnisse und Photo zu Diensten. Chiffre 259

Zimmermädchen, tüchtig und sprachkundig, sucht per Zeugnisse und Photo zu Diensten. Chiffre 259

Zimmermädchen, tüchtig und sprachkundig, sucht per Zeugnisse und Photo zu Diensten. Chiffre 259

Zimmermädchen, tüchtig und sprachkundig, sucht per Zeugnisse und Photo zu Diensten. Chiffre 259

Zimmermädchen, tüchtig und sprachkundig, sucht per Zeugnisse und Photo zu Diensten. Chiffre 259

Zimmermädchen, tüchtig und sprachkundig, sucht per Zeugnisse und Photo zu Diensten. Chiffre 259

Zimmermädchen, tüchtig und sprachkundig, sucht per Zeugnisse und Photo zu Diensten. Chiffre 259

Zimmermädchen, tüchtig und sprachkundig, sucht per Zeugnisse und Photo zu Diensten. Chiffre 259

Zimmermädchen, tüchtig und sprachkundig, sucht per Zeugnisse und Photo zu Diensten. Chiffre 259